

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 27 février 2017

HÉAU Lauriane, *Enseignements et enjeux du rapport de l'OCDE « États de fragilité 2016 – Comprendre la violence »*, Éclairage du GRIP, 27 février 2017.

<http://www.grip.org/fr/node/2263>



Enseignements et enjeux du rapport de l'OCDE *États de fragilité 2016 – Comprendre la violence*

Par Lauriane Héau

27 février 2017

Alors qu'une présentation du rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) intitulé *États de fragilité – Comprendre la violence* a eu lieu mi-janvier à Bruxelles¹, cet Éclairage propose de revenir sur sa genèse et sur ses principaux enseignements. Le rapport, qui s'adresse avant tout au monde du développement, présente un nouvel index de la fragilité des États, et propose également l'analyse d'un des déterminants de cette fragilité, la violence.

La genèse de l'index de fragilité des États de l'OCDE

La création d'un rapport de l'OCDE sur la fragilité des États dès 2005 fait écho à la popularisation du concept par les organisations internationales et non gouvernementales, puis à son utilisation croissante par les décideurs². En dépit de sa définition passablement floue, la notion de fragilité a rapidement été reprise pour éclairer des débats multiples, que ce soit les manières d'augmenter l'efficacité de l'aide au développement, ou le lien entre sécurité et développement dans le contexte sécuritaire des années 2000. D'ailleurs, l'OCDE n'a pas été la seule organisation à créer un index de fragilité³.

Après avoir publié jusqu'en 2014 une liste des États fragiles, une nouvelle grille d'analyse « test » plus complexe de la fragilité a été introduite par l'OCDE en 2015, à la suite des critiques du précédent format. Les reproches portaient notamment sur le caractère simpliste de la liste, qui considérait de la même manière des pays aussi différents que le Pakistan et le Soudan du Sud, n'ayant pas les mêmes types de fragilité ni les mêmes besoins en termes de développement⁴. La définition de la fragilité utilisée par l'OCDE a aussi été modifiée, afin de mieux prendre en compte la résilience des sociétés, et non plus seulement celle des États. De nombreuses critiques ont toutefois émergé à la suite de la publication de l'index de 2015, concernant la trop grande complexité du diagramme utilisé et la non-publication des données brutes utilisées par l'OCDE pour le créer, rendant toute vérification impossible⁵. Les indicateurs ont aussi été contestés, alors que les éléments institutionnels (État de droit, transparence) ont été privilégiés au détriment de la cohésion sociale et du niveau de réconciliation dans les sociétés⁶. L'importance des déterminants internes pour la mitigation de la fragilité était aussi minimisée en comparaison de celle accordée aux aides extérieures⁷.

Dans une certaine mesure, il semble que ces critiques aient été prises en compte lors de la constitution de la grille d'analyse 2016. L'OCDE propose une analyse de la fragilité selon une échelle de gradation, au sein d'un diagramme simplifié. La fragilité est définie comme la combinaison entre l'exposition à des risques et la capacité relative des États, des communautés et des systèmes à faire face de manière efficace à ces risques. Les risques et capacités sont mesurés au moyen d'indicateurs classés en cinq catégories, dans lesquelles l'importance des facteurs sociétaux et sécuritaires a été renforcée, puisque ces derniers constituent deux des cinq catégories d'indicateurs, avec le politique, l'économique et l'environnemental⁸. 56 États, rassemblant 22 % de la population mondiale, sont jugés fragiles en 2016, dont 15 dits extrêmement fragiles. Toutefois, on peut s'interroger sur certains résultats du diagramme, inexplicables dans le rapport. La Libye est seulement considérée comme modérément fragile (classée 55^e/56 États fragiles), ce qui pose question pour un pays dans lequel l'ordre public et l'unité institutionnelle se sont effondrées, et qui reste caractérisé par une fragmentation sociale considérable. Le diagramme ne permet pas non plus d'identifier les vulnérabilités d'un pays comme l'Ukraine, qui n'apparaît pas parmi les États fragiles en 2016 ni les années précédentes. Enfin, très peu d'éléments du rapport sont consacrés aux manières de sortir des contextes de fragilité, outre la nécessité de lutter contre la montée de la violence.

Liens entre fragilité et violence

Le rapport de l'OCDE insiste sur la multiplicité des liens – même s'ils ne sont pas automatiques – entre la violence et les différents types de fragilité étudiés, ce qui explique le focus du rapport 2016 sur la compréhension de la violence. Des institutions faibles et corrompues, des inégalités économiques et sociales extrêmes, ou encore des rivalités pour l'accès au pouvoir sont autant de manifestations de la **fragilité politique** qui mènent très souvent à la violence. Ensuite, un cercle vicieux s'installe puisque la violence entraîne le plus souvent l'instabilité politique. Après la fin d'un conflit armé, la violence qui était politique auparavant peut persister sous la forme du crime organisé, en particulier en présence de trafics, ce qui souligne les liens entre **vulnérabilités sécuritaires** et violence. Les contextes considérés comme très fragiles au **niveau sociétal**, qui sont caractérisés par des discriminations diverses (socio-culturelles, de genre, religieuses...) sont la plupart du temps plus violents. La pauvreté ne mène pas directement à la violence, mais les morts violentes sont surtout centrées dans les **pays fragiles économiquement**, avec un niveau de croissance faible ou une dépendance à l'aide extérieure. Enfin, si les liens entre **fragilité environnementale** et violence sont en revanche plus débattus et plus compliqués à montrer, le rapport souligne que les catastrophes naturelles et le changement climatique peuvent constituer l'un des multiples facteurs menant au conflit.

Tendances et évolutions de la violence dans le monde

Le rapport, qui met en évidence une dizaine de tendances concernant les évolutions de la violence aujourd'hui, insiste tout d'abord sur la nécessité d'une définition large qui comprenne les violences politiques mais aussi sociales. Il s'agit donc de prendre en compte la violence dans les conflits armés, mais aussi en dehors de ceux-ci, en incluant le crime organisé, les homicides, etc.

D'après cette définition, la première tendance mise en évidence par le rapport est celle d'une augmentation de la violence dans le monde sur la dernière décennie, alors qu'elle avait baissé au cours de la seconde moitié du vingtième siècle. De plus, la majorité des morts dus à cette violence se trouve aujourd'hui en dehors des zones de conflit, puisque 83 % des morts violentes ont eu lieu en dehors des zones de conflit entre 2010 et 2015. Les taux de morts violentes les plus élevés se situent en Amérique centrale et dans les Caraïbes, avec une moyenne de 33,6 morts violentes pour 100 000 habitants.

Les civils sont aujourd'hui les plus touchés par la violence, que celle-ci soit politique ou sociale. L'augmentation de l'utilisation d'armes destinées à faire des victimes civiles dans les conflits, en particulier des engins explosifs improvisés (EEI), confirme cette tendance. De plus, parmi les civils, les femmes et les enfants sont touchés de manière disproportionnée, les premières notamment car elles subissent massivement des violences sexuelles, et les seconds car ils subissent les conséquences de la violence le plus longtemps, et souvent le plus sévèrement. L'OCDE observe de plus une très forte augmentation des morts causées par des actes terroristes, qui touchent surtout des civils. La grande majorité de ces violences a eu lieu dans seulement quelques pays, principalement l'Afghanistan, l'Irak, le Nigeria, le Pakistan et la Syrie.

Du fait de la globalisation croissante, la violence est un phénomène qui tend à se régionaliser. L'instabilité politique traverse les frontières, les groupes armés étant d'ailleurs souvent les mêmes des deux côtés, et les flux de ressources transitent facilement. Certains des conflits les plus violents aujourd'hui sont l'exemple de cette tendance à la régionalisation, que ce soit dans l'Afrique des Grands Lacs, ou en Syrie et en Irak, deux États en proie à l'organisation État islamique. Les conséquences de la violence sont elles aussi régionalisées, l'une des illustrations étant les flux de réfugiés contraints de quitter leurs pays. Toujours au niveau géographique, le rapport avance que les villes concentrent désormais une majorité de la violence, et que cette violence urbaine est en augmentation.

Enfin, l'impact économique de la violence est considérable, puisqu'il s'élèverait à 13 600 milliards de dollars en 2015, soit 13,3 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Recommandations et remarques

Alors que la fragilité est devenue une préoccupation majeure pour la communauté internationale, le rapport de l'OCDE appelle à repenser les logiques de l'aide et la manière dont le développement se fait aujourd'hui, notamment en prenant mieux en compte les états de fragilité et les conséquences de la violence. Au vu du coût exorbitant de la violence dans le monde, il est urgent d'investir de manière croissante dans la prévention, qui coûterait moins cher et serait plus efficace. Il convient aussi pour les États de mieux appliquer les conventions internationales et d'utiliser les instruments à leur disposition pour assurer la paix et la sécurité globale, par exemple en portant plus d'attention à leurs exportations d'armes ou à leurs achats de matières premières à des pays dits fragiles.

Si le rapport de l'OCDE apporte une analyse intéressante en ce qui concerne les phénomènes de violences, notamment en étendant la définition de cette dernière, il repose aussi la question de l'utilité et du sens des index de fragilité des États. Le nouvel index proposé en 2016 a certes été étoffé pour remédier aux importants défauts de la version 2015, mais sa capacité à prévoir et à expliquer les crises reste très limitée, de l'aveu même de ses créateurs⁹. Derrière cela, c'est peut-être sur la notion même de fragilité qu'il serait utile de s'interroger, alors que le terme est constamment utilisé pour comparer des réalités radicalement différentes.

* * *

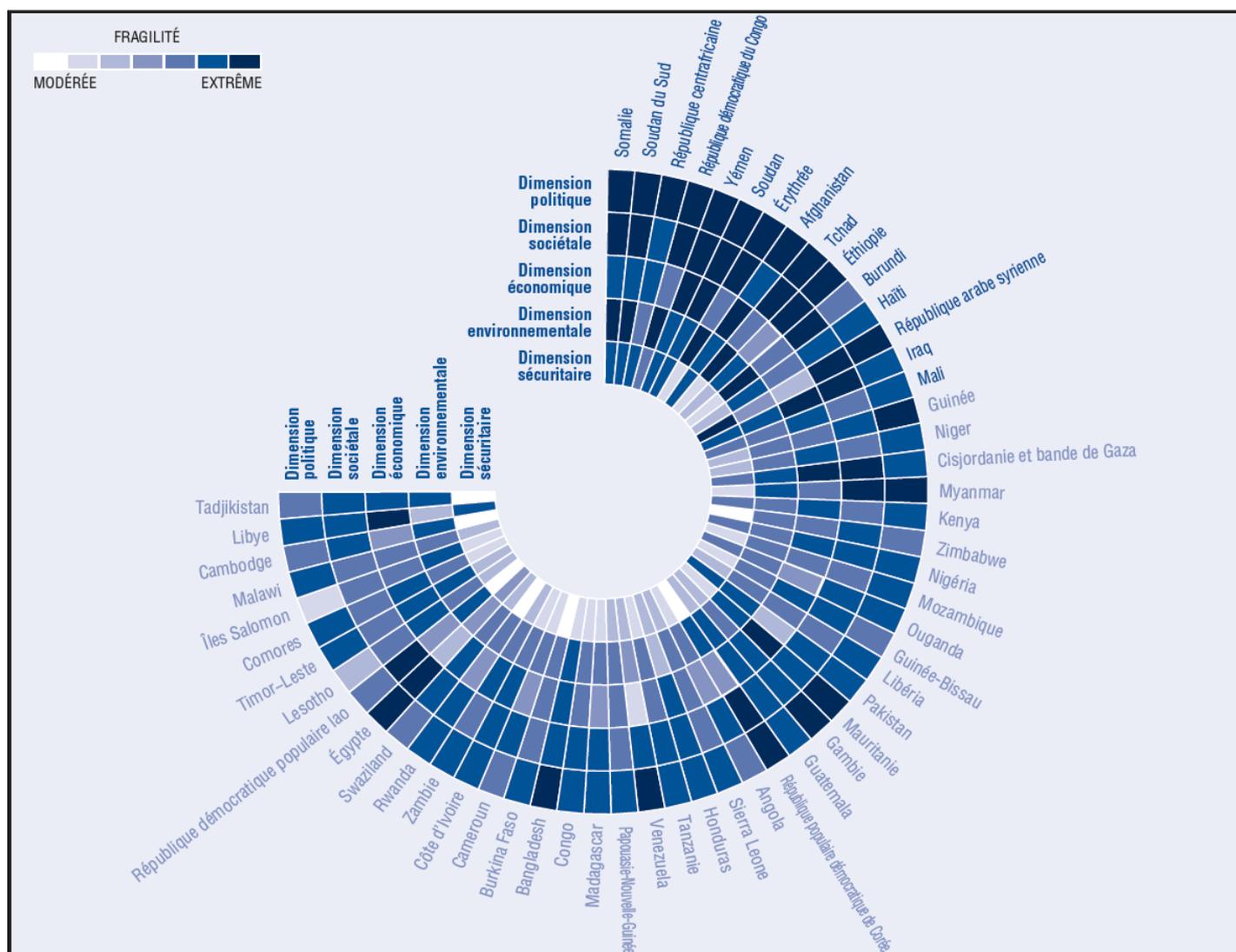


Diagramme relatif au cadre de l'OCDE sur la fragilité – (source : États de fragilité 2016 – Comprendre la violence)

L'auteure

Lauriane Héau est chercheuse assistante au GRIP et étudiante au sein du Master Conflits et Développement à Sciences Po Lille.

-
1. Publication du [rapport](#) (204 pages) le 30 novembre 2016. Présentation par l'OCDE à Bruxelles, *EU Infopoint*, le 12 janvier 2017.
 2. Olivier Nay, « [Fragile and failed States : Critical Perspectives on Conceptual Hybrids](#) », *Literature Review Essay*, préparé pour le 22^e IPSA *World Congress of Political Science*, 8-12 juillet 2012, 20p.
 3. Autres exemples d'index : l'index de la fragilité du *Fund for Peace* ; la liste des États fragiles de la Banque mondiale.
 4. Paul Harvey, « [The New OECD States of Fragility report: exciting analysis but conventional policy prescriptions](#) », *Secure Livelihoods Research Consortium*, 27 mars 2015.
 5. Duncan Green, « [A new/better way of measuring the fragility of states?](#) », *Oxfam Blogs*, 12 juin 2015 ; Thomas Leo Scherer, « [The OECD's fragility index is surprisingly fragile and difficult to reproduce](#) », *The Washington Post*, 17 mai 2015.
 6. Frauke de Weijer, « [OECD's 'States of Fragility' report: Some discomfort around the indicators](#) », *European Centre for Development and Policy Management*, 5 mai 2015.
 7. Seth Kaplan, « [What the OECD still does not understand about fragile states](#) », *Fragile states*, 2015.
 8. Exemples d'indicateurs :
 - économiques : taux de croissance du PIB, dépendance à l'aide, taux de chômage des jeunes.
 - environnementaux : risques de catastrophes naturelles, exposition aux maladies infectieuses.
 - politiques : niveau de corruption, contraintes législatives et judiciaires sur le pouvoir exécutif.
 - sécuritaires : taux d'homicides, impact du terrorisme, État de droit.
 - sociétaux : niveau d'inégalités liées au genre, accès à la justice, participation de la société civile dans le choix de leurs gouvernants.
 9. Propos tenus par Rachel Scott, à la tête de l'équipe « *Conflict, Fragility and Resilience* » de l'OCDE, lors de la présentation du rapport à Bruxelles le 12 janvier 2017.